

PV Conseil Participatif Good Food 12.11.20

Présents : Anne Reul (Fevia); Bernard Lambrecht (Comase); Brigitte Grisar (Fédération Des Services Sociaux); Bruno Vankelegom (FBPSanté); Eléonore Barrelet (Agroecolgy In Action); Gabriele Annicchiarico (BoerenBruxselPaysans); Grégoire Clerfayt (Cabinet Trachte); Isabelle de Visscher (cabinet Clerfayt); Jan Velghe (BV OECO - AB REOC); Joelle Van Bambeke (Bruxelles Environnement); Joséphine Henrion (Bruxelles Environnement); Katrien Vanhoutte (Steunpunt Korte Keten); Marie Detienne (Bruxelles Economie et Emploi); Olivia Szwarcburt (Rencontre des Continents); Philippe Mertens (Brulocalis); Rob Renaerts (Réseau des Acteurs Bruxellois pour l'Alimentation Durable); Sabine Solvyns (Bruxelles Economie et Emploi); Sami Hemdane (Comeos); Stéphanie Gautier (cabinet Maron).

PowerPoint : https://goodfood.brussels/sites/default/files/inline-files/PRES_Bilan5ansGoodFood_realisations-nov2020.pdf

1. Rappel cadre évaluation & planning (BE)

Cf slides.

2. Performance de la stratégie : Questionnaire conseil participatif (COMASE)

Présentation par Bernard Lambrecht - Comase.

Le but de la discussion d'aujourd'hui est d'avoir la contribution du Conseil sur l'évaluation de la performance au niveau de la gouvernance et voir si l'approche vous paraît complète.

Le but de l'étude est d'établir des recommandations; de voir les marges de progression. Deux méthodes de collectes d'informations sont utilisées :

- Analyse documentaire (ROI, PV des conseils et des GT, compte-rendu sur la journée bilan à mi-parcours,...);
- Questionnaire envoyé aux membres du Conseil Good Food. Avez-vous vu des aspects qui ne sont pas évoqués et devraient l'être? Les questions évaluatives portent sur plusieurs critères : dans quelle mesure les instances participatives apportent au pilotage et au suivi de la stratégie en termes de cohérence interne, cohérence externe (intégration d'autres thématiques), efficacité,...? Dans quelle mesure les instances permettent l'appropriation et la diffusion de la Stratégie Good Food (SGF) ?

On peut déjà dire sur base de l'analyse documentaire qu'un travail énorme a été réalisé. Il y a eu des discussions importantes sur les règles de fonctionnement interne. La question est de voir si l'équilibre est bon entre cette gestion interne et le pilotage de la SGF. Le pilotage de la mise en œuvre pourrait être le parent pauvre. La répartition des responsabilités peut aussi être un point à questionner.

Est-ce que vous voyez des dimensions sur lesquelles notre travail devrait porter ? Que ce soit sur l'évaluation ou sur les marges de progression ?

- **FDSS :**

- Difficulté d'être dans le conseil et de ne pas être dans les GT. Je n'ai pas de vue globale sur ce qui se passe dans les GT.

- BE : il y a un retour sur les GT dans le conseil (sauf un GT évaluation, encore à venir). Cependant, il y a eu moins de GT que prévu à cause de la crise sanitaire.
 - AIA : il faut cependant voir ce qu'on fait de ces infos qui ressortent du GT. Les deux niveaux d'instances ne percolent pas assez.
- Pas le temps de lire et préparer le contenu des documents et des mails envoyés.
- Compliqué de répondre au questionnaire car les questions étaient trop fermées.
 - Comase : le but était de se positionner.
- Il faudrait davantage d'animation dans le Conseil.
 - BE : un marché public d'animation a été réalisé et il sera disponible pour la finalisation du processus d'évaluation et pour le processus de co-construction de la SGF2.
- **RDC :**
 - Quels sont les ambitions et les moyens mis en œuvre pour permettre une réelle dimension participative ? Il faut avoir une vraie discussion entre membres du conseil sur quel temps on met pour répondre à quels enjeux (stratégiques, politiques,...) et comment, selon les moyens et les organisations, on peut s'assurer d'une réelle participation.
 - Il faut aussi discuter des moyens mis au sein du comité de pilotage de BE. Dans les délais dans lesquels les documents sont envoyés pour l'instant, il est impossible de prendre le temps de se positionner. Il faut que les délais deviennent réalistes. Une lecture superficielle ne permet pas le débat.
 - Des rencontres bilatérales seraient intéressantes pour continuer à alimenter l'évaluation.
 - Dans le document de synthèse des réalisations, ce serait bien de voir le lien avec les prescriptions de la SGF.
- **Cabinet Maron :**
 - En tant que cabinet, je cherche des avis de groupes émanant du conseil. J'ai l'impression que les avis sont souvent une cumulation d'avis plutôt qu'un avis commun. Ce serait peut-être à faire évoluer pour la SGF2. Bien-sûr, les réunions virtuelles n'ont pas aidé à la situation.
 - Rabad : selon moi, ce n'est pas l'objectif et ce qui avait été privilégié dans la construction du conseil.
 - Comeos : le fait que nous ayons tous des visions différentes est la force de notre groupe. Ce serait intéressant de voir comment, pour certains points, nous pouvons créer une position commune en respectant les visions de chacun. Ca renforcerait le conseil et serait une évolution positive pour la SGF2.
 - RDC : C'est important qu'on puisse amener des positions communes. C'est une force. Pour cela, il est important de se dire quel est le mandat qu'on donne à la présidence du conseil; un rôle de pilotage entre les acteurs institutionnels et les membres ?
 - AIA : la situation COVID n'a pas permis de créer une appartenance à un groupe, à un collectif. Il faudrait créer une dynamique collective et participative.
 - BE : Le but est d'avoir des avis communs et cela a été fait une fois juste avant le confinement (avis sur les modalités et objectifs d'évaluation).
- **Rabad :** par rapport au questionnaire, c'est dommage de ne pas avoir pu choisir de position neutre sur certaines questions. BV OECO - AB REOC est d'accord.
 - COMASE : nous avons l'impression que les questions devaient pouvoir être répondues par tous les membres du conseil. Par ailleurs, le problème c'est que tout le monde

va vers ces positions neutres, quand elles existent. Nous voulions forcer la prise de position.

3. Synthèse des réalisations et questions de clarifications

Cf slides.

- **RDC** : qu'est-ce qu'on veut dire par contributions partielles ?
 - BE : c'est par exemple ne pas calibrer les canaux de communication. Une communication est faite pour plusieurs cibles au lieu d'une cible particulière. Ce sont généralement des prescriptions à reformuler.
- **FDSS** : quand on parle de ménages bruxellois, quel profil est-ce qu'on touche ?
 - BE : Un sondage auprès d'environ 1000 bruxellois représentatifs de Bruxelles a été réalisé. [Le sondage](#) en question se trouve sur le portail Good Food.
- **Fevia** : Dans le document « synthèse » des réalisations, page 21 et 22, il y a une relative bonne analyse pour l'industrie alimentaire. Lorsqu'il donne des exemples d'entreprises qui ont quitté Bruxelles, il faudrait y ajouter des entreprises historiques qui ont également quitté Bruxelles (Les Tartes de Françoise, VanParijs, Milcamps, ...). Dans l'analyse, il faudrait aussi mieux décrire que la première transformation, en lien avec l'agriculture, nécessite bcp d'espace, de transport, d'énergie, d'eau,... denrées rares à Bruxelles. Et il faudrait qu'apparaisse dans la synthèse, la nécessaire combinaison avec une politique industrielle qui permettrait vraiment de relocaliser/maintenir l'industrie alimentaire à Bruxelles.
- **FDSS** : la FDSS a aussi fait une approche par quartier. BE et la FDSS pourraient se parler pour voir comment combiner les efforts. FBPSanté et RDC sont aussi intéressés de discuter de cette thématique.
- **BV OECO - AB REOC** :
 - Si les restos non labélisés ont été interrogés, il faudrait aussi prendre en compte ceux qui n'ont pas répondu et voir s'ils sont intéressés par le label ou non.
 - BE : on a essayé de le faire. On a interrogé des acteurs clés du secteur en bilatéral. On a fait un GT avec les non labélisés pour voir quels étaient les freins (de forme ou de fond). Ce sera un rapport d'évaluation pour alimenter la SGF2.
 - Au niveau du gaspillage alimentaire, on voit une diminution de -25% pour les ménages. C'est une très belle prestation. Il y a toujours deux types de statistiques dans le gaspillage: 1. déchets classiques. 2. le gaspillage par le compost, par les animaux, le liquide,... Est-ce que c'est le premier ou le deuxième aspect ?
 - BE : le premier. C'est une analyse de la poubelle ménagère.
 - Est-ce qu'il y a des chiffres de taux de gaspillage alimentaire pour les restaurants labélisés ?
 - BE : pas encore. On réfléchit à la mise en place d'un outil de quantification et nous fixerons ensuite des objectifs de diminution.
- **Rabad** : il est cité que 11% des invendus alimentaires sont distribués. Ce sont des chiffres pour toute la Belgique. À Bruxelles, il y a moins d'invendus disponibles.
 - Comeos : ces chiffres viennent d'une enquête de Comeos. Attention, dans les autres 89% il y a aussi de produits non comestibles. Ça veut dire qu'on ne peut pas atteindre 100%. De plus, ce n'est pas possible d'un point de vue de sécurité alimentaire. On peut néanmoins faire des progressions.
- **RDC** : est-ce que ce n'est possible de voir pour la SGF2 comment faire pour qu'il y ait moins d'invendus alimentaires en plus de la question de leur redistribution?

4. Tour de table des réactions globales

Cf slides.

- **BBP** : ce rapport montre qu'il y a un démarrage important de la SGF. Il y a déjà des objectifs atteints et d'autres à atteindre. Il y a besoin de continuer de soutenir, de mettre à disposition des moyens pour cette stratégie. La présentation des moyens financiers mis en place pour la SGF était très intéressante. Ce serait intéressant de savoir quels moyens vont être mis pour la nouvelle Stratégie. Il faudrait différencier les aides directes pour les producteurs (appels à projets,..) et les aides indirectes pour le soutien des associations qui travaillent dans le cadre de cette Stratégie. En vue de la suite de la Stratégie, pour la partie production, il faut vraiment travailler sur deux axes fondamentaux : soutenir l'existant pour que les projets puissent être viables et soutenir les prochains agriculteurs qui vont s'installer. C'est aussi une question d'échelle. Par exemple, je suis souvent contacté pour la mise en place de marchés durables dans plusieurs communes mais le volume sur l'espace test n'est pas suffisant. J'ai besoin de m'appuyer sur un réseau de producteurs plus important pour pouvoir atteindre une économie d'échelle plus importante.
- **RDC** : je me base sur une lecture rapide et pas aussi approfondie que j'aurais voulu pour répondre à ces questions. C'est donc important qu'on ait encore un temps. Quel est le temps ? Pour quand est-ce qu'on attend un avis définitif des participants ? Est-ce que dans ce délai-là, les réunions bilatérales sur le document et sur des thématiques plus particulières sont prévues ? C'est temps est nécessaire pour qu'on puisse au sein de RDC développer des points de vue plus spécifiques sur ce qui est comportement, diversité sociale et culturelle, réseaux,... Ça revient à la question de gouvernance, de temps et de moyens dont disposent les différents participants du Conseil. Qu'est-ce qui est attendu des participants pour la suite ? A quoi est-ce qu'on s'engage en participant au Conseil?
Sur le document général, ce serait intéressant d'avoir plus de liens avec les prescriptions. Voir quel est le lien avec les objectifs prévus au départ et ce qui a été réalisé. Dans l'autre document, est-ce possible d'avoir plus de détails sur les montants accordés, sur les acteurs financés, sur les prestataires éventuels,...?
- **FDSS** : Au vu des financements mis dans la stratégie, il y a beaucoup de choses, et des chouettes choses, qui ont été faites. Ce processus d'évaluation a le mérite d'être là. Je rejoins ce que RDC a dit sur le temps à investir.
- **AIA** : on a eu peu de temps de réagir. On a eu quelques débuts de réaction mais ça demande encore à être travaillé. Mon feedback sera donc très large et parcellaire. On espère pouvoir avoir quelque chose de plus global quand davantage de membres auront réagi. Dans les quelques réactions reçues, il y a notamment le besoin de précision sur les questions des emplois créés dans la production, la transformation, l'horeca et l'animation. Quelle proportion de ces emplois existe dans l'agriculture ? Est-ce qu'il s'agit d'emplois durables ? Quelle proportion de ces emplois est tributaire de subsides ? Il y a aussi, en ce qui concerne la partie gouvernance, la proposition d'ajouter plus de transparence sur le fonctionnement actuel et passé du Conseil depuis l'évaluation à mi-parcours. On souligne aussi les questions qui ont déjà été abordées sur le manque de moyens humains et financiers.
- **BV OECO - AB REOC** : pour l'autoproduction, il semble y avoir beaucoup d'enthousiasme. Ce serait bien de promouvoir cette thématique, d'utiliser cet enthousiasme. Selon une recherche faite récemment, il est très important pour les consommateurs de produire car ça encourage un régime alimentaire plus sain. Il faut donc s'assurer que leur production soit sûre

au niveau sécurité alimentaire. Concernant l'offre, dans l'évaluation, on voit un indicateur bio qui croit. On doit être attentif avec un tel chiffre car les produits bio peuvent être d'origine globale. Bio ≠ durable. Avec l'offre resto, est-ce que le resto pack doit encore être encouragé davantage (nous estimons que oui)? Est-ce un bon outil ? Est-ce qu'il y a eu une évaluation de l'impact? Concernant les produits "demande", on peut déjà réfléchir sur comment reconnaître les produits alimentaires durables dans les grands supermarchés. Est-ce qu'il n'y a pas besoin d'outils plus clairs, plus informatifs pour les consommateurs ? Il y a déjà le nutriscore dans certains supermarchés. On pourrait analyser comment cela impacte déjà les choix alimentaires des bruxellois? Pour les restos, c'est toujours important d'envisager l'environnement des restos (autour des écoles en particulier). Voir s'il y a une offre durable dans le quartier. Concernant le gaspillage alimentaire, c'est important que ça fasse partie d'une stratégie alimentaire plus large. Il faut aussi vraiment avancer sur l'axe social, la redistribution car ça reste un défi très important. Pour la prochaine édition du GF, ce serait intéressant d'interroger davantage la satisfaction, les demandes du public de ces dons alimentaires pour y voir plus clair. Enfin, ce serait bien de savoir quels sont les facteurs de succès de la diminution remarquable des déchets alimentaires dans les foyers.

- **Fevia** : Au total sur 5 ans, 32 millions ont été consacrés à la stratégie Good Food. Est-ce que le résultat est en adéquation avec l'argent investi de manière globale ? Les résultats nous paraissent quand même assez maigres. Il y a peut-être des changements mais ils sont marginaux et ne concernent bien souvent qu'une frange bien particulière de la population. Une réponse peut aussi être bien sûr que des dynamiques ont été lancées et que les investissements des dernières années donneront des résultats plus tard.
- **AIA** : dans la synthèse, ça pourrait être intéressant de notifier pourquoi tel objectif a été modifié, reporté, annulé,... Ca permettrait de suivre la dynamique au niveau des différents enjeux et de peut-être réactiver certains objectifs à un moment plus adéquat ou les formuler d'une autre manière.
- **Rabad** : c'est très bien qu'on ait des indicateurs mais je me pose la question de ce qui a été fait après. Par exemple, dans le rapport il est indiqué qu'autant de maitres frigos ont été formés. On est maintenant quasi 4 ans plus tard. Combien de maitres frigos travaillent encore ? Un autre exemple, dans le cadre du projet Choud'Bruxelles de Co-create Innoviris, on a créé un outil logistique mais personne ne l'utilise encore. C'est difficile surtout avec les projets de 2018-2019 d'avoir des résultats, des réalisations concrètes mais ce serait important de l'inclure et de le prévoir dans le futur. On voit l'augmentation du nombre d'agriculteurs, est-ce que les projets resteront rentables sur le long-terme ? C'est peut-être trop tôt mais alors garder cela en tête pour la prochaine évaluation. On a mis dans l'agriculture grand public les chiffres du nombre de personnes qui font pousser leurs propres épices, plantes. Ce n'est pas un indicateur qui doit se trouver là. C'est anecdotique. C'est plutôt de la sensibilisation grand public.
- **Cabinet Maron** : très étonnée par le chiffre de 30 à 40% de culture par les citoyens. Davantage étonné par le chiffre des fruits, que des légumes.
- **Comeos** : Ce serait intéressant de voir, sur quelques aspects, comment le RBC se situe comparé à d'autres villes au niveau européen sur (par exemple sur l'AU, la consommation du bio, du local,...). Ce serait intéressant pour analyser les réalisations, l'impact de la SGF. Voir en annexe1 pour les premières suggestions de Comeos sur la synthèse et le tableau de la Stratégie Good Food.

- **Rabad** : étonné qu'il y ait très peu de projets européens qui sont dans l'évaluation. Est-ce que c'est parce qu'on est pas assez souvent dans des partenariats ? Est-ce qu'on arrive pas à obtenir des subsides européens ?
- **SKK** : ce serait intéressant d'avoir plus de rapports en NL pour pouvoir donner plus de feedback des membres de Steunpunt Korte Keten. On va aussi traduire les rapports du GT logistique en français pour avoir plus de feedback. On attend encore des feedbacks de la dernière réunion du GT pour déterminer les lignes directrices des prochaines réunions. En ce qui concerne l'évaluation et l'objectif de production de fruits et légumes locale de 30%, on comprend qu'il y a très peu de données. Il faut voir ce que l'on veut faire par rapport à cela. Il faudrait également décider des actions qu'on veut mettre en place par rapport à l'étude "logistique" de Frédéric Chomé.
- **Cabinet Trachte** : je voudrais faire un zoom arrière, vous dire combien ce processus GF est terriblement intensif en matière de gouvernance. Je connais peu de processus de planification publique au niveau de la Région qui se soucie autant de la consultation, concertation, coordination, discussion avec de nombreux partenaires en cours de processus. C'est très compliqué en termes de travail. On a toujours envie d'avoir plus d'infos mais il y a toujours une limite à tout ce qu'on peut faire. Le cout-efficacité développé ici est relativement important. Le processus de participation a appris, a évolué et ça va toujours vers un mieux. Je voulais aussi évoquer le fait que GF a besoin de s'ouvrir à d'autres thèmes. C'est ce qui sera développé dans la stratégie de développement économique où on analysera en quoi les instruments économiques peuvent soutenir les dynamiques que portent la SGF.

5. Co-construction du document final d'évaluation : Discussion méthodologie / planning

Cf slides.

Un document final intégrant la synthèse adaptée autant que possible aux commentaires reçus et l'étude de performance doit être disponible pour fin janvier. Dans l'intervalle, il y a peu de réunion planifiées et il faut donc les planifier. Il y a un GT évaluation prévu le 17/12 après-midi. Il faudrait planifier un conseil en janvier (ou toute modalité qui permettrait d'arriver à un avis commun du Conseil participatif - et non une cumulation d'avis). Le but est d'arriver à un document d'évaluation dans lequel tous les membres se retrouvent; un document porté au niveau du constat par tous les membres du Conseil.

BE va recevoir la partie évaluation de la performance seulement mi-décembre. Il y aura donc un travail de compilation du côté de BE/BEE fin décembre/début janvier avant de pouvoir envoyer quelque chose à discuter ensemble.

Entre maintenant et mi-décembre serait organisé l'amendement de la synthèse des réalisations. On peut fonctionner de diverses manières : bilatérales/trilatérales; notes;...

Proposition de planning Janvier 2021 à discuter :

-> document d'évaluation fusionné pour le 7-8/1

-> discussions : 14/1-15/1

-> Version adaptée : 19/1

-> Conseil : 26/1

-> Version finale évaluation (globale + résumé) FR : 29/1

Discussion sur méthodologie et planning de finalisation de l'évaluation :

- **RDC** : on voulait se féliciter collectivement et féliciter les pilotes de cette stratégie car on se rend bien compte de l'énorme boulot qui a été abattu et piloté. J'ai envie de pouvoir bonifier cette synthèse et cette évaluation. Je ressoulève le fait que c'est compliqué de le faire avec le temps de travail imparti. Il est important de prévoir comment on garantit l'investissement de tous et toutes dans ce processus. Il y a deux choses qui pourraient être organisées en parallèle: des bilatérales pour ceux qui le souhaitent et quelques mini-rencontres sur des sujets/secteurs/axes pilotées par BE (ex: plusieurs acteurs se sont manifestés pour traiter de l'inclusion, de la diversification sociale et culturelle). Ça permettrait d'interagir à plusieurs. Ça peut être enrichissant.
 - **FDSS** : par axe. C'est mieux que chacun se concentre sur ce qui les concerne. Ça peut être faisable de lire les parties qui nous concerne d'ici mi-décembre.
- => tout le monde est d'accord avec cette proposition
- **AIA** : il est important de se poser la question des processus de validation par lequel le Conseil passera car en fonction du processus choisi, ça va nécessiter du temps de méthodologie, etc. Ce serait dommage de se passer de cet espace démocratique. (Je pensais notamment à la gestion par consentement même si c'est peut-être trop ambitieux). Il faudrait définir quelles méthodologies seront prévues pour arriver à un document validé collectivement par le conseil.
- **BE** : par rapport à toutes les attentes, à l'impossible nul n'est tenu. Nous avons bien entendu les demandes. Nous ferons ce qu'il est possible. On pourra prioriser ensemble.
- **AIA** : ça peut être l'occasion de solliciter les membres du Conseil s'il y a des choses à préparer en amont pour faciliter le travail et soutenir la dynamique et pour que BE ne soit pas seul aux manettes.

 C'est autour du 14/15 janvier que des bilatérales et mini-groupes thématiques se réuniront (selon les demandes/intérêts – à tout le moins un groupe accessibilité/approche par quartier). Le but est de réagir sur l'ensemble du document, à savoir à la fois la synthèse des réalisations et l'étude de performance dans un document fusionné.

D'ici là, ceux qui avaient des réactions écrites sur la synthèse doivent les envoyer pour mi-décembre. Tout ce qui est reçu en avance permet de gagner du temps en janvier.

 On proposera dans les jours qui suivent une façon d'impliquer le Conseil, suite à ces réunions du 14-15, pour que le Conseil puisse réellement aboutir à un document d'évaluation consenti par l'ensemble du Conseil. La date du 26/1 est fixée pour un conseil participatif plénière pour refaire le point sur tout ce qui aura été dit et le processus qui aura été mené dans les jours précédents et, enfin, finaliser tous ensemble ce consentement.

TO DO

Pour les membres du conseil :

- Envoyer à BE/BEE les réactions écrites à la synthèse des réalisations pour le 15/12 au plus tard ;
- Envoyer à BE/BEE les souhaits de thèmes de discussions orales en petits groupes (pour les 14/1 et 15/1/2021) ;
- Réserver d'ores et déjà dans les agendas les dates suivantes :
 - 14/1 ; 15/1 (pour ceux qui voudraient participer à des groupes de discussion)

- 26/1 – 14h à 16h30 : conseil participatif.

Pour BE/BEE :

- Etablir un processus fin et un planning pour la consultation des membres du conseil entre le 15/1 et le 26/1 afin d'aboutir à un document d'évaluation partagé par tous les membres du conseil (consensus, consentement).

Annexe 1 : premières suggestions écrites des membres du Conseil sur la synthèse des réalisations de la Stratégie Good Food et le tableau exhaustif des objectifs et prescriptions de la stratégie, avec leur niveau d'atteinte.

1. Comeos

Action 3: objectif +de 20% CA des F&L belges dans les supermarchés

- Objectif non atteint car on ne constate pas d'augmentation significative (à part les pommes pour lesquelles on constate une augmentation des ventes de pommes belges de 10% depuis 2017). Il y a même des diminutions de vente pour certains produits belges comme : viande de veau, de porc... Cependant, cette diminution n'étant pas significative on peut considérer que les ventes de produits belges est constante dans les commerces de grande distribution
- **Remarques:**
 - o à nuancer: les chiffres Comeos ne sont pas les CA, mais l'offre (les références) dans les rayons. On ne peut donc pas conclure sur base de nos chiffres que les objectifs ont été atteints ou pas.
 - o Pourquoi ne pas mentionner dans le fichier Excel que l'offre des produits belges est déjà élevée pour certains produits?
 - o Il s'agit des chiffres annuels. En pleine saison, plusieurs distributeurs annoncent que leur offre de pommes et de poires belges atteint les 100%.

Valorisation des invendus alimentaires (p.45)

- En moyenne seulement 11% (2019) des aliments retirés des rayons de supermarchés belges sont donnés. La marge de progression est donc encore très importante que ce soit sur la quantité d'invendus donnée par les supermarchés et récupérées par les acteurs ou que ce soit sur le travail général de gestion des stocks dans une perspective de lutte contre le gaspillage alimentaire à la source.
- **Remarques:**
 - o à nuancer: le terme "seulement" peut être aperçu comme négatif, tandis que le secteur fait déjà énormément d'efforts pour redistribuer les invendus. Il ne faut pas oublier que les invendus sont majoritairement non-comestibles: déchets de boucherie, produits endommagés par les clients, fruits & légumes pourris, autres raisons de sécurité alimentaire,...
 - o Néanmoins, cela ne veut pas dire que notre secteur ne sait plus faire de progression dans le cadre de la redistribution des invendus
 - o Je noterais que le secteur de la distribution a déjà fait des efforts dans la redistribution des invendus en triplant les dons alimentaires entre 2015 et 2018. On voit donc une évolution plus positive qu'on pourrait déduire du texte

2. Fevia

Dans le document « synthèse » des réalisations, page 21 et 22, il y a une relative bonne analyse pour l'industrie alimentaire. Lorsqu'il donne des exemples d'entreprises qui ont quitté Bruxelles, il faudrait y ajouter des entreprises historiques qui ont également quitté Bruxelles (Les Tartes de Françoise, VanParijs, Milcamps, ...). Dans l'analyse, il faudrait aussi mieux décrire que la première transformation, en lien avec l'agriculture, nécessite bcp d'espace, de transport, d'énergie, d'eau,....

denrées rares à Bruxelles. Et il faudrait qu'apparaisse dans la synthèse, la nécessaire combinaison avec une politique industrielle qui permettrait vraiment de relocaliser/maintenir l'industrie alimentaire à Bruxelles.

Au total sur 5 ans, 32 millions ont été consacrés à la stratégie Good Food. Est-ce que le résultat est en adéquation avec l'argent investi de manière globale ? Les résultats nous paraissent quand même assez maigres. Il y a peut-être des changements mais ils sont marginaux et ne concernent bien souvent qu'une frange bien particulière de la population. Une réponse peut aussi être bien sûr que des dynamiques ont été lancées et que les investissements des dernières années donneront des résultats plus tard.